

Reportage

Haren : territoire en luttés

> Stéphanie BAUDOT, avec l'aide de Jean-Baptiste GODINOT

Depuis une dizaine d'années, Harenois-es, zadistes, militant-e-s associatif-ve-s, activistes du monde carcéral et environnementalistes tentent envers et contre tout de résister à l'implantation de la méga-prison de Haren. Un livre raconte la manière dont ils font converger leurs luttés. Extraits et reportage au cœur d'un mouvement qui, malgré un récent revers juridique, ne compte pas abdiquer. Au nom d'un idéal démocratique.

Le couperet est tombé le 26 juin dernier après une bataille juridique de plus de trois ans. Le Conseil d'État a rejeté les deux recours introduits contre le permis d'urbanisme et d'environnement délivrés par la Région bruxelloise pour la construction de la maxi-prison de Haren. La rapidité avec laquelle le Conseil d'État s'est prononcé, le lendemain de la dernière audience qui avait été attendue pendant plusieurs mois, est tout à fait inhabituelle et interpelle les opposant-e-s du projet. Mais dans le dossier de la maxi-prison, les surprises s'enchaînent, au point de devenir la norme. La colère suite à la décision du Conseil d'État a été aussi forte que celle générée par l'intervention policière visant à mettre fin à la première occupation de terrain, en 2015, au moment même où une trentaine d'opposant-e-s se trouvaient au tribunal de première instance pour défendre leur recours contre l'ordre d'évacuation. Le ministre de l'Intérieur envoyait la police lorsque les opposant-e-s se trouvaient devant le juge pour contester la procédure! Pire: les opposant-e-s ont gagné, l'ordre d'évacuation était illégal... Les derniers rebondissements juridiques laissent à nouveau planer des doutes au sein du collectif Keelbeek Libre quant à l'impartialité avec laquelle le dossier a été examiné et traité par les trois magistrats du Conseil d'État qui ont jugé la demande d'annulation de permis, faisant fi des rapports des auditeurs la préconisant. Cette bataille contre la destruction d'un des plus grands sites naturels et agricoles de la région de Bruxelles (le Keelbeek) et contre un projet de maxi-prison aberrant et insensé a été perdue. Mais tout n'est pas terminé pour autant. Il reste

encore de nombreux combats à mener, y compris au niveau juridique. Et au-delà des passes d'armes (non-violentes) qui émaillent ce dossier apparaît un enjeu de fond, crucial: celui de la démocratie, largement bafouée au long du processus d'élaboration du projet.

Les recours en justice auront rythmé l'histoire de la lutte de Haren mais ils n'en constituent pas pour autant le seul mode de contestation. Un foisonnement d'initiatives et d'actions militantes ont été déployées par le collectif du Keelbeek Libre pour défendre le territoire et s'opposer au projet de maxi-prison. Habitant-e-s du quartier de Haren, occupant-e-s du terrain (des zadistes), militant-e-s associatif-ve-s, activistes du monde carcéral, de l'écologie politique et de la lutte pour la souveraineté alimentaire et l'agriculture paysanne, ainsi que chercheur-euse-s engagé-e-s, tou-te-s ont participé à géométrie variable à cette lutte dont les prémices remontent à une petite dizaine d'années. Pour en garder la trace, un livre a été réalisé collectivement: *Ni prison, ni béton, récits d'un territoire en lutte: contre la maxi-prison de Bruxelles et son monde*. Mémoire vivante du mouvement de résistance qui s'est formé contre le projet de maxi-prison et contre la disparition du Keelbeek sous le béton, il reprend diverses archives produites par les militant-e-s au cours de la période s'étalant de 2010 à 2017 ainsi que des productions collectives réalisées lors d'ateliers d'écriture. *Démocratie* a choisi de publier quelques extraits de témoignages (moyennant quelquefois un travail de synthèse et l'ajout d'éléments de mise en contexte), une façon de faire connaître le mouvement né dans ce « lieu jardiné, boisé et habité » où la nature s'épanouissait avant d'être



© Reportage photo: VrijKeelbeek Libre

Un livre-action sur la lutte de Haren à faire circuler pour qu'elle continue à vivre et s'essaimer dans d'autres territoires et d'autres luttés. *Ni prison, ni béton, contre la maxi-prison de Bruxelles et son monde*, Bruxelles, Maelström ReEvolution, 2019.



Au début, il fallait ancrer la lutte localement pour y inclure un maximum de gens. Des balades passant par le sentier du Keelbeek permettaient de découvrir cette friche naturelle.

dévastée par les pelleteuses puis ensevelie sous le béton.

Au commencement de la lutte

En 2008-2009, le comité des habitant-e-s de Haren est interpellé par l'échevin de l'urbanisme qui annonce que la construction d'une prison est en projet sur le terrain des anciennes usines Wanson (site déjà urbanisé/artificialisé). On évoque alors une prison de taille «moyenne» de 300-400 prisonniers. Les habitant-e-s ne sont pas opposé-e-s au projet mais souhaitent qu'un plan mobilité soit envisagé. En 2012, ils-elles apprennent, par voie de presse, que la maxi-prison prévue dans le «master plan» belge de 2008 sera bâtie chez eux, sur le Keelbeek, soit sur 18 hectares d'espace naturel et agricole, parmi les plus grands de Bruxelles et un des seuls dans cette partie de la ville saturée d'infrastructures. Leur ressentiment est vif. Ils-elles avaient jusqu'alors pensé que si les bruits qui circulaient sur cette option étaient avérés, ils-elles auraient été mis-es au courant par les autorités locales qui soutenaient encore peu de temps avant la sortie de presse que le site prévu pour la maxi-prison était celui de l'OTAN. Un Harenois témoigne :

Début février 2012, il y a l'appel d'offres pour la construction de la méga-prison qui sort et qui est relayé par la presse. Et là, je suis vraiment devenu furieux. On a donc compris que c'était tout le Keelbeek qui était menacé, et on ne pouvait pas avoir accès au cahier des charges car il fallait être un consortium, une entreprise privée!

Notre première action au sein du comité des habitants, a été de faire une pétition au printemps 2012. Nous réclamions une demi-prison: garder la nature d'un côté du sentier du Kelbeek et construire de l'autre. À l'époque, toute la question relative aux terres agricoles n'était pas présente car nous n'y étions pas encore sensibilisés. Nous avons aussi cherché à communiquer via la presse pour faire passer deux messages: celui de la mobilité (ne pas renforcer l'enclave-

ment du village), et celui de la conservation de la nature en ville. On a fait une première réunion publique d'information avec l'aide de l'IEB (association environnementale et d'aménagement du territoire francophone qui vient en appui aux comités de quartier) en juin 2012 où il y a eu beaucoup de monde. À la fin quelqu'un a demandé: «alors on est pour ou contre?». On a voté et tout le monde était contre.

On a fait les marches exploratoires avec IEB. On marchait sur le Keelbeek, on réfléchissait selon différentes thématiques. Le but était de savoir comment répondre aux différentes enquêtes et voir quels étaient les besoins dans Haren pour être plus objectifs et crédibles dans les réactions qu'on exprimait, tant sur le projet de prison que sur l'urbanisation du village. IEB nous a aidés à nous structurer et à faire grandir notre réseau.¹

Le mouvement s'est alors amplifié. Avec l'arrivée de militant-e-s extérieur-e-s, la lutte s'est ouverte à d'autres enjeux que celui de l'urbanisation et de la défense de la nature et de la qualité de vie. En 2013, avec l'aide des Ateliers urbains, la question carcérale a ainsi été abordée. La réflexion s'est ensuite poursuivie avec l'appui d'un collectif luttant contre la prison et son monde.

Contre la prison et son monde

La maxi-prison de Haren prévoit finalement une capacité de 1190 détenus. Ce type de prison appelé «super max» se calque sur un modèle importé des États-Unis. Il correspond à la privatisation et l'industrialisation de la fonction carcérale. Tant le gigantisme de l'infrastructure et de son coût que la localisation sont dénoncés par de nombreux acteurs du monde carcéral dont la Plate-forme pour sortir du désastre carcéral qui, en 2015, demandait l'arrêt immédiat du projet de prison, notamment pour les raisons suivantes:

La plus grande prison du pays fonctionnera comme un bloc refermé sur lui-même, posé au milieu d'un champ. Comment va-t-elle cohabiter avec son environnement? Va-t-elle constituer une barrière supplémentaire pour les

En Belgique, le nombre de détenu-e-s a plus que doublé en 30 ans. Il faut une réflexion sur l'enfermement arguent les opposants à la maxi-prison.

1. Extrait du témoignage d'un Harenois recueilli en 2016, pp. 30-31.



riverains obligés de faire plusieurs kilomètres pour contourner sa masse? Un sentier très usité et des spécimens d'espèces protégées seront condamnés. La part des terres arables en Région de Bruxelles-Capitale est déjà réduite. Elle doit être préservée du bétonnage.

L'éloignement du site empêchera son accessibilité pour les magistrats, les avocats, les familles des détenus et les autres visiteurs. L'impact symbolique de la mise à l'écart de la prison et des détenus est réel. L'accès de l'établissement et la mobilité pâtiront de l'éloignement du centre urbain. Ces incidences touchent pourtant à l'exercice des droits fondamentaux. (...)

La justice subira aussi ces impacts négatifs. Depuis des années, le déplacement des détenus par les services de sécurité du SPF Justice impose aux tribunaux bruxellois de graves dysfonctionnements et d'incroyables pertes de temps et donc d'argent, sans parler du respect des droits des personnes concernées. Ceci alors que les prisons bruxelloises sont situées à 2,5 kilomètres du Palais de justice. On n'ose imaginer la situation si les transferts devaient se faire sur des axes encombrés sur 15 kilomètres!

Le ministre de la Justice a bien voulu révéler que la prison représenterait pour son département un coût de 60 millions d'euros par an pendant 25 ans. Cela représente environ un dixième du budget de l'ordre judiciaire. Ce coût a été annoncé sans aucun détail malgré nos interpellations. Pourquoi? Il semble que ce coût ne tienne pas compte des importants frais récurrents. (...)²

C'est terrible parce que ce n'est pas une décision qui va être prise sur le fond. Nous ce qu'on dit, c'est qu'on ne peut pas faire de nouvelles prisons tant qu'on n'a pas de politique pénitentiaire, mais en fait, tout le monde s'en fout de la politique pénitentiaire, et on va être capable de voter une prison à 3 milliards d'euros sur 25 ans, sans jamais avoir eu un débat sur ce qu'il nous

faut comme prison, ni même sur «est-ce que les prisons partenariat public-privé sont mieux?», ni même de débat sur «est-ce qu'il nous faut une si grande prison?», rien, pas de débat et ça, c'est quand même sidérant.³

Action des patatistes

Les patatistes sont aussi intervenus dans la lutte. Leur participation a constitué un événement clef qui a fait prendre de l'ampleur à la mobilisation. Le 17 avril est une date commémorative, emblématique de la lutte contre l'accapement des terres. C'est à cette date, en 1996, que dix-neuf paysans du Mouvement des sans-terre du Brésil étaient assassinés par des tueurs à la solde de grands propriétaires terriens. En mémoire de leur combat, Via Campesina a déclaré le 17 avril «journée mondiale des luttes paysannes». L'accès à la terre est un enjeu de plus en plus prégnant, au Sud mais aussi au Nord de la planète où sévit l'accapement des terres agricoles par des acteurs économiques puissants et sans scrupules.

Pour symboliser la lutte pour l'accès à la terre par les paysans et à une alimentation de qualité pour tou-te-s, il a été décidé de «planter des patates», d'en prendre soin et de les récolter sur un terrain fertile et disponible. Et c'est sur le fameux terrain de Haren que le choix s'est porté et que des centaines de citoyen-ne-s se sont rendu-e-s, réuni-e-s sous la bannière «Pas de terre sans paysans, pas de paysans sans terre». Malgré tous les efforts des organisateurs, l'opération de plantation de patates n'aura pas obtenu les autorisations officielles de la part de la Régie des Bâtiments au niveau fédéral. La décision n'a toutefois pas entamé la résolution des activistes de passer à l'action. Ce fut donc une action de désobéissance civile qui a marqué les Harenois-ses qui racontent :

De mémoire de Harenois, il y a bien longtemps que je n'avais vu autant de monde au centre de notre village. Ils ont convergé de toute la Belgique pour se réunir à Haren ce 17 avril. Certains, plusieurs dizaines, avaient fait le déplacement à vélo et étaient même venus en convoi depuis la gare Centrale. Ces patatistes comme ils se sont baptisés, revendiquent un accès à la terre pour les agriculteurs (tant dans nos régions que dans le reste du monde), terres rendues souvent inabordables pour nos cultivateurs à cause de la spéculation. Au cours de la journée, les forums de discussions

2. Extrait du communiqué de presse de la Plate-forme pour sortir du désastre carcéral, *Méga-prison à Haren : tous irresponsables ?!* 18/06/2015, pp. 112-114.

3. Extrait du témoignage de Nicolas Cohen, avocat, membre de la section belge de l'Observatoire international des prisons (OIP), pp. 118-119.



Avec les patatistes, la lutte prend racine. Des liens se créent entre les gens mais aussi avec la terre qu'il faut sauver du béton.

et les séances d'information se sont succédé. Des visites pédestres de Haren étaient aussi proposées par les Bretkabeen et la remarque la plus souvent entendue de la part des visiteurs était «Est-on vraiment à Bruxelles?».

Le moment où les patatistes sont arrivés, c'est le moment où je commençais à me décourager, pas à me décourager dans l'idée d'arrêter de faire quelque chose, mais dans le sens où je commençais à ne plus avoir d'énergie, ça prenait des proportions trop grandes, ça devenait trop lourd à porter. Un jour, je suis rentré du boulot, il faisait beau, ça devait être un samedi ou un dimanche, et quand j'ai vu tous ces gens qui passaient sur le Keelbeek, je me suis dit: "mais c'est qui tous ces gens avec des brouettes, avec des pelles et tout. Donc du coup, je descends, je vais demander à quelqu'un qui me dit: «On plante des pommes de terre». Il y en a un qui me dit «Moi, je viens d'Ardenne», un autre «Moi, je viens du Nord de la France», «Moi, je viens de Hollande», etc. Et alors, tout d'un coup, je me suis sentie vraiment portée, enfin je, nous, quand je dis «je» c'est du mouvement que je parle, je flottais moi, et ça, ça m'a vraiment reboostée!⁴

Occuper le terrain en stoemelings puis se déclarer ZAD!

La stratégie d'occupation du terrain ira plus loin encore que l'utilisation du terrain à des fins agricoles. En août 2014, en plus de la récolte de pommes de terre (500kg de récolte), un chantier cabane a démarré à l'aide de matériel de récup' pour la construire et, de fil en aiguille, des tentes, des constructions en bois, un potager s'y sont ajoutés. En occupant le terrain, ces zadistes entendaient faire entendre leur voix:

Nous sommes des hommes et des femmes déterminé-es à lutter ensemble CONTRE le système dominant et son vieux monde, POUR préserver et cultiver la vie, les terres agricoles, la diversité sous tous ses aspects et se réapproprier nos vies. Eh bien parce que tout ça (et encore on a été calmes sur la liste), nous l'occupons! Et depuis deux semaines, de plus en plus de gens passent nous apporter leur soutien et s'intéressent de plus près à cet absurde méga-projet issu d'un monde ancien, à bout de souffle et dépassé par ses propres logiques prédatrices



et destructrices. (...) En bref, nous occupons symboliquement et politiquement cette zone pour en faire un lieu de vie, pour garantir notre souveraineté alimentaire et organiser autrement nos vies et notre environnement urbain, périurbain et rural.⁵

Et c'est ainsi que huit mois après l'action des patates, quatre mois après la première cabane et ses voisines, la ZAD de Haren a été inaugurée le 13 décembre 2014. Et toujours pas de prison à l'horizon... L'occupation a duré quelques mois sans signe d'expulsion. Mais en septembre 2015, les zadistes ont reçu la visite d'une huissière... Un ordre d'expulsion a été donné suite à une requête unilatérale de la Régie des Bâtiments. Dans la foulée, la résistance s'est organisée: banderoles, nourriture, café pour tenir les veilles de nuit et les matinées près du feu, appels aux citoyen-ne-s pour occuper le terrain... Z. un activiste qui a occupé le terrain évoquait la brutalité de cet épisode:

Je me souviens d'une fille trainée au sol jusque de l'autre côté du chemin de fer et ils ont jeté la fille comme ça, au sol, au lieu de la déposer. Ils l'ont trainée, elle avait son pantalon qui partait, je me suis dit "c'est quoi ce truc!" Cette brutalité-là, par rapport aux gens qu'ils ont expulsés de façon odieuse et inhumaine, (...) mais aussi le fait de voir ce que moi j'ai construit être passé par les bulldozers et être cramé après... ça fait prendre conscience de la brutalité institutionnelle. Maintenant, je vis ce genre d'événements différemment car je sais que ce que je construis, ça va être passé au bulldozer et ça va être brûlé. (...) Pour moi, ça a été un choc, un choc total, et

4. Extrait d'entretiens avec des Harenois, 2014, p. 36.

5. Extrait de *On occupe!*, Vie sur la Zad, Patatistes en luttés, 19/09/2014, p. 224.

Par trois fois, les zadistes se sont faits expulser par les forces de l'ordre. Leurs cabanes ont été détruites au bulldozer puis incendiées. Le Keelbeek, sa faune et sa flore ont quant à eux été encerclés de grilles. Comme pour s'habituer aux murs de la prison.



PRISON DE HAREN : MULTINATIONALES ET SCANDALE D'ÉTAT.

Alors que le chantier de la prison de Haren bat son plein, le webmédia belge *Tout va bien* a sorti sa première enquête qui illustre à quel point les contrats qui lient l'État et le consortium de grandes entreprises chargées de la construction, Cafasso, est opaque. Et relance le débat à propos de l'opportunité des partenariats public-privé (PPP). Un reportage détonnant à voir sur <http://toutvabien.tv/>

pour beaucoup de gens aussi. (...) De la brutalité de recouvrir avec du béton 18 hectares de nature à la brutalité de la destruction du camp, de l'expulsion de gens de façon super violente, etc., c'est une suite de brutalités.⁶

Par trois fois les zadistes ont occupé le terrain, par trois fois, ils ont été expulsés sans respect des procédures légales.

Déni de démocratie

Le projet de maxi-prison a été décidé unilatéralement par l'État fédéral, le SPF Justice et la Régie des Bâtiments, en dépit de la large opposition regroupant des magistrats, des syndicats, de nombreuses associations environnementales et anti-carcérales ainsi que les habitant·e·s de Haren. Pour sa réalisation, un partenariat privé-public a été scellé entre le consortium Cafasso et l'État belge, les engageant pour une période de 25 ans. Mais le contenu du contrat les unissant est resté jusqu'à présent entièrement confidentiel au nom du secret commercial. L'opacité de ce contrat et le manque de transparence du projet dans sa globalité mais aussi l'absence de débat démocratique qui l'accompagne ainsi que les nombreuses irrégularités commises ou soupçonnées d'avoir été commises ont constitué également (et constituent encore) les raisons qui ont poussé le comité Keelbeek Libre à se révolter, comme en témoigne A., membre du comité de Haren :

La Régie des Bâtiments fédérale a essayé par quatre fois de commencer des travaux sans avoir les autorisations. À chaque fois, nous l'avons bloquée, avec les zadistes et la police. Nous l'avons mise en demeure de ne pas détériorer la

biodiversité qui est protégée. C'est incroyable qu'une entreprise publique puisse se comporter de manière aussi antidémocratique. Si les motivations des uns et des autres pour s'opposer à ce modèle de prison jugé destructeur tant pour l'humain que pour l'environnement sont parfois très différentes, pour l'ensemble des opposant·e·s, de manière unanime, c'est aussi et surtout l'absence de concertation et le manque de transparence dans ce dossier durant tout le processus d'élaboration du projet qui fait défaut. Un déficit démocratique qui a fédéré les troupes et a agi comme un ciment entre les différents groupes de contestataires. Parce que la prison est un choix de société qui mérite un débat démocratique, il est nécessaire que tous puissent se l'approprier⁷.

Pour que la fin soit un début

Si l'histoire ne se termine pas bien pour le Keelbeek et pour les futur·e·s détenu·e·s de la prison, elle ne s'arrête pas là. Elle contient en effet en elle des solidarités, des résistances, des souvenirs, des expérimentations, des enseignements qui vont perdurer bien au-delà de cette lutte.

La bataille du Keelbeek nous a appris beaucoup de choses, sur l'État et son fonctionnement, sur la lutte ensemble, sur nous-mêmes. Cela fait huit ans que l'on nous dit que tout est joué, que la méga-prison se fera sur le Keelbeek. Elle devait ouvrir en 2016. La première pierre n'est pas encore posée. Cela fait huit ans que nous bataillons, que nous refusons la fatalité, que nous créons sans cesse des formes nouvelles, malgré la difficulté, pour notre plus grand bien. La lutte n'a pas pris une ride.⁸

Une réunion pour faire le bilan de la situation et préparer les prochaines actions aura lieu en septembre. Comme l'indiquent les opposant·e·s à la méga-prison : « Ils ont gagné l'apéritif, on passe à table ! » #

6. Extrait du témoignage de l'expulsion du 21/09/2015, p. 252

7. Extrait du communiqué de presse des membres de la lutte *Toujours plus antidémocratique*, 16/09/2015, pp. 134-135.

8. Extrait. Des patates du collectif Vrije Keelbeek Libre, p. 314
Depuis la parution du livre, les premières pierres ont été posées...

Le Keelbeek est entièrement rasé et sa biodiversité totalement détruite. Les murs de la prison eux, ont éclos...



« Celui qui combat peut perdre,
Celui qui ne combat pas a déjà perdu. »
Bertold Brecht